



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 29 JUIN 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt neuf juin , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BONIZ Jean-Jacques, BRIANT Hervé, COJEAN Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, GODET Nathalie, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

FLOCH Jean-Bernard

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
LE TYRANT Jean-Claude (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à ANDRÉ Robert)
CORNILY Karine (pouvoir à MORVAN Henri)
CORRE Michel (pouvoir à BESCOND Yvon)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie-Claude)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
MOULLEC Yvan (pouvoir à TANGUY Anne)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane, CANN Joël, LE GUEN Jean-René

Conseil de Communauté du 29 juin 2018
Délibération n° DCC2018_012

Objet Modalités de répartition du FPIC 2018

Rapporteur Patrick LECLERC

Service Service Finances

Thème Finances

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été instauré en 2012 afin d'assurer une péréquation financière entre les ensembles intercommunaux. L'enveloppe dédiée à ce fonds s'élève à 1 milliard d'euros pour 2018.

Les ensembles intercommunaux sont soit contributeurs, soit bénéficiaires, soit inéligibles à ce fonds selon les critères suivants :

- Contributeurs : ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé par habitant moyen constaté au niveau national. Ils sont au nombre de 431,
- Bénéficiaires : ensembles intercommunaux dont l'effort fiscal est supérieur à 1. Ces ensembles sont ensuite classés selon un indice synthétique composé à 60 % du revenu par habitant, 20 % du potentiel financier agrégé et à 20 % de l'effort fiscal agrégé. Les 750 premiers ensembles intercommunaux de ce classement sont éligibles au FPIC. Notre ensemble intercommunal se classe au rang 809.
- Inéligibles : ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant est inférieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé par habitant moyen constaté au niveau national, et dont l'effort fiscal est supérieur à 1 mais dont l'indice synthétique calculé au titre des bénéficiaires est inférieur à celui retenu pour leur classement.

L'ensemble intercommunal constitué par les 22 communes et la Communauté a perdu le bénéfice de ce fonds en 2017, tout en ne devenant pas contributeur. Le mécanisme de garantie a permis de conserver un produit équivalent à 90 % de l'enveloppe perçue en 2016, soit 1 142 705 €.

En 2018, l'ensemble intercommunal reste inéligible au FPIC et continue à bénéficier du maintien de la garantie. Le montant notifié s'élève à 971 298 €, soit 85 % du montant 2017 (soit 76,5 % du FPIC 2016).

A titre d'information, dans la mesure où notre ensemble intercommunal aurait été éligible au FPIC, le montant perçu se serait élevé à :

indice synthétique (1,05509) * valeur de point (22,405840) * population dgf (50495) = 1 196 675 €

La perte de produit du fait de l'inéligibilité au fonds s'élève donc à 225 377 €.

Le montant perçu doit faire l'objet d'une répartition au sein de notre ensemble intercommunal.

Plusieurs options possibles :

- le droit commun : le partage entre Communauté et communes est réalisé selon le coefficient d'intégration fiscale (CIF), puis le potentiel financier par habitant est le critère de répartition du solde entre les communes.
- le régime dérogatoire n°1 : à la majorité des 2/3, le conseil de Communauté peut procéder à une répartition du versement :
 - entre Communauté et communes selon le CIF ou un autre critère. Ce critère ne peut avoir pour effet d'écarter de plus de 30 % du résultat obtenu par la répartition de droit commun,
 - entre les communes ; en fonction de la population, de l'écart du revenu par habitant des communes membres, de l'écart entre leur potentiel financier ou fiscal et ceux des communes membres,
 - d'autres critères choisis par le conseil de Communauté. Ces critères ne peuvent pas avoir pour effet de minorer de plus de 30 % l'attribution d'une commune par rapport à celle calculée dans le régime de droit commun.
- les modalités libres :
 - soit unanimité du conseil,
 - soit la majorité des 2/3 du conseil, avec approbation des conseils municipaux.

DÉLIBÉRATION:

Vu l'article 144 de la loi de finance initiale pour 2012, instituant le dispositif du FPIC
Vu les articles L2336-3 et L2336-5 du code général des collectivités territoriales,
Vu la notification en date du 8 juin 2018 du FPIC pour l'année 2018 de l'ensemble intercommunal,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 19 juin 2018
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 29 mai 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique :

Retienne comme mode de répartition le droit commun, à savoir :

- **en fonction du coefficient d'intégration fiscale de la Communauté,**
- **selon les potentiels financiers par habitant et les populations des communes.**

Le tableau récapitulatif des attributions des communes et détaillant leur évolution depuis 2017 est présenté en annexe.

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 03/07/2018
Qualité :
PRESIDENT

